

Unité départementale de la Vendée  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.25.052  
Réf. Préf. : Dossier n°96/0174  
n°AIOT/GUN : 0006300757

La Roche sur Yon, le 25 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 15/04/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SEDEP SAS**

*Les Bonottières*

*85190 Beaulieu-sous-la-Roche*

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement SEDEP SAS implanté Les Bonottières 85190 Beaulieu-sous-la-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDEP SAS
- Les Bonottières 85190 Beaulieu-sous-la-Roche
- Code AIOT : 0006300757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière des Bonottières est autorisée par arrêté préfectoral du 05/08/2009 à exploiter une carrière de granite à ciel ouvert et une installation de traitement pour une durée de 30 ans sur le territoire de la commune de Beaulieu-sous-la-Roche. Cet établissement a fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires depuis 2009 concernant notamment les rejets aqueux de la carrière (APC du 06/04/2021).

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

#### Référence réglementaire du contrôle :

- Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploitation n° 09-DRCTAJE-1-487 du 05/08/2009,
- Article R.181-46 du code de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi du pH sur le site (asservissement des rejets aqueux)	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.2	Avec suites, projet d'arrêt de mise en demeure, respect de prescriptions	Demande d'action corrective	15 jours
3	Rubrique 2720 (Plan de gestion des déchets – nature des déchets d'exploitation)	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46-I et II	Avec suites, projet d'arrêt de mise en demeure, dépôt de dossier	Mise en demeure, dépôt de dossier	30/06/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Limitation des émissions de poussières des installations	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.5	Avec suites, projet d'arrêt de mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 03/12/2024, l'exploitant a procédé à des actions correctives concernant notamment la formation de l'agent en charge du suivi du dispositif de traitement des eaux (acide) de la carrière ainsi qu'à la fermeture des trous identifiés dans le bardage des installations de traitement. Pour ces deux points l'inspection proposait de mettre en demeure l'exploitant, ce qui n'est plus nécessaire au vu des actions correctives réalisées.

Concernant la régularisation de la rubrique 2720, également objet du projet de mise en demeure suite à la visite du 03/12/2024, l'exploitant n'a pas procédé au dépôt d'« un cas par cas » ni d'un porté à connaissance pour cette activité de stockage de déchets d'exploitation non inertes. L'inspection maintient sa proposition de mettre en demeure l'exploitant de procéder à cette régularisation au plus tard au 30/06/2025.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Suivi du pH sur le site (asservissement des rejets aqueux)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.2§4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 (*rapport du 07/01/2025*)
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Projet de mise en demeure respect de prescriptions
- date d'échéance qui a été retenue : -

**Prescription contrôlée :**

Une sonde de pH est mise en place au droit du dispositif de chaulage.

L'émissaire de rejet cité au I de l'article 3.1.2.2 est équipé d'un dispositif de suivi et d'enregistrement en continu du pH.

En dehors de la plage de pH indiqué du I de l'article 3.1.2.2 tout rejet vers le milieu est arrêté via un dispositif d'asservissement automatique avec transmission de l'information au personnel compétent.

Une surveillance à minima hebdomadaire des dispositifs précités (sondes pH, chaulage) est mise en place. Le dispositif de transmission de l'information au personnel compétent est vérifié à minima mensuellement.

*NB : Prescriptions dans leur version du 20/11/2019 (arrêté complémentaire)*

**Constats :**

Postérieurement à la visite du 03/12/2024, l'exploitant a transmis le 07/02/2025 une procédure complétée pour le suivi de son installation de gestion du pH des eaux rejetées comprenant notamment un « *plan de surveillance et de maintenance du dispositif* » et son registre de passage. Les documents n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. Les fréquences de contrôle prescrites sont de nouveau tracées et respectées.

Lors de la visite inopinée du 15/04/2025, il a été constaté :

- que l'ensemble du dispositif de chaulage et d'asservissement du rejet d'eau au pH est en place et en fonctionnement (sondes, chaulage, enregistreur). Le pH en sortie est conforme à la plage de pH autorisée à l'article 3.1.2.2.

- que l'agent, rencontré lors de la visite précédente, a été formé pour les vérifications quotidiennes identifiées au plan de surveillance précité (contrôle du niveau de chaux, état/fonctionnement de la vis sans fin, affichage des données des armoires de commandes, contrôle des sondes (pH entrée et sortie), le nettoyage des sondes, l'étalonnage des sondes pH). Les tests de fonctionnement de l'envoi de l'alerte sont réalisés par le directeur d'exploitation (non présent sur site lors de la visite).

- les procédures écrites susmentionnées ne sont pas sur site, à la disposition du salarié en charge de la surveillance.

- la chaux (ici sous forme de poudre) est sensible à l'humidité qui peut favoriser la formation d'agréats rendant son écoulement difficile vers la vis sans fin distribuant le produit. La chaux est mise en sein d'une trémie ouverte. Un bardage coulissant vient en recouvrir le sommet (cf photo1). La trémie de chaulage nécessite d'être



Photographie 1. Dispositif de chaulage (visite du 03/12/2024)



Photographie 2. Dispositif de chaulage écoulement de la

<p>mise à découvert pour l'étalonnage des sondes pH (l'exercice relatif à l'étalonnage n'a pu être réalisé la visite s'étant déroulée par temps de pluie). Lors de la visite l'écoulement de chaux n'était pas fluide (cf photo 2). La diode rouge, allumée sur le dispositif de chaulage, indique que le niveau de chaux est bas et doit être rechargé. Le salarié était en attente d'une éclaircie pour procéder au rechargement.</p>	<p><i>chaux via une vis sans fin (visite du 15/04/2025)</i></p>
<p><b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- Lors de la visite du 03/12/2024, un projet d'arrêté de mise en demeure a été proposé pour la formation du salarié en charge du suivi du dispositif de traitement des eaux d'exhaure. Il a été constaté le 15/04/2025 que ce salarié a été formé. <u>Le projet d'arrêté de mise en demeure sur ce point n'est plus nécessaire.</u> Cependant, il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de mettre à disposition sur site les procédures décrites précédemment (sous un format permettant de les conserver à l'abri de l'humidité).</p> <p>- Procéder à l'amélioration du dispositif de chaulage automatique afin d'en limiter l'humidité pour assurer le bon écoulement de la chaux (une réflexion est en cours chez l'exploitant). Cette modification devra également tenir compte des différentes tâches réalisées sur ce dispositif (déversement/stockage de la chaux, contrôle des pH, étalonnage des sondes,...).</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>	
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>	
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours (<i>mise à disposition de la procédure</i>)</p>	

## N° 2 : Limitation des émissions de poussières des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 (<i>rapport du 07/01/2025</i>)</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Projet de mise en demeure respect de prescriptions</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : -</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I - L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter les émissions et la propagation des poussières. En particulier, les mesures suivantes seront mises en œuvre sur le site :</p> <p>- [...]</p> <p>- installations de traitement équipées d'un système d'abattage par pulvérisation d'eau, et bardage métallique pour les postes secondaires et tertiaires</p> <p>- [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 20/02/2025, l'exploitant a transmis des photographies attestant de la fermeture des espaces sans bardage constatés lors de la visite du 03/12/2024 (cf photo 3).</p> <p>Lors de la présente visite, les bardages sont en place (cf photo 4).</p> <p>L'exploitant respecte cette prescription. <u>La signature de l'arrêté de mise en demeure proposé sur ce point suite à la visite du 03/12/2024 n'est plus nécessaire.</u></p>



Photographie 3. Bardage des installations tertiaires - 03/12/2024



Photographie 4. Bardage des installations tertiaires - 15/04/2025

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Rubrique 2720 (Plan de gestion des déchets – nature des déchets d'exploitation)

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46-I et II

**Thème(s) :** Situation administrative, Déchets d'extraction (2720)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 (*rapport du 07/01/2025*)
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Projet d'arrêté de mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois au sein du projet d'arrêté

**Prescription contrôlée :**

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

**Constats :**

Au titre de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières<sup>1</sup>, la



caractérisation des boues, issues du curage des bassins de traitement des eaux mentionnés au point précédent, a été réalisée en 2024. Ces déchets ne peuvent pas être considérés comme inertes au vu des critères de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.

Lors de la visite du 03/12/2024, l'exploitant a indiqué qu'un dossier de régularisation était en cours de relecture dans ses services. Suite à cette visite de 2024 un projet d'arrêté de mise en demeure a été proposé pour la régularisation du site sous le classement 2720 (rubrique sans seuil, soumise à autorisation) dans les conditions prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Cette régularisation (ajout d'une rubrique à autorisation au sein d'un site à autorisation environnementale) est soumise à « cas par cas » au titre de l'annexe du R.122-2 du code précité.

Par téléphone, le 15/04/2025, l'exploitant a indiqué que le dossier précité a fait l'objet de remarques auprès du bureau d'étude. La correction du document est en cours.

**A ce jour, l'exploitant n'a pas procédé à la régularisation administrative de cette activité.**

**L'exploitant ne respecte pas cette prescription.**

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

- Procéder avant le 30/06/2025 au dépôt du cas par cas auprès du service compétent (et en transmettant une preuve de dépôt à l'inspection) et au dépôt du porté à connaissance auprès du préfet. Au vu de la visite du 03/12/2024, et des constats de la présente visite, l'inspection maintient sa proposition d'arrêté de mise en demeure pour ce point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 30 juin 2025